



# RESOLUTION POLITIQUE DU COMITE CENTRAL DES C.C.A. (8 et 9 avril 1978)

## une nouvelle phase

*La défaite parlementaire de la gauche aux législatives de mars 1978 ouvre une nouvelle phase dans la lutte des classes en France. Elle ne signifie pas, cependant un renversement de la tendance profonde de remontée des luttes de la classe ouvrière depuis le milieu des années soixante. Elle n'est pas ressentie comme un échec de la classe ouvrière en lutte, mais comme l'échec de ses directions réformistes, social-démocrate et stalinienne, qui n'ont pas su — pas voulu — construire l'unité des travailleurs qui leur aurait assuré la victoire.*

*Les affrontements de classes décisifs restent encore devant nous. Néanmoins, cet échec électoral pèsera, pour un temps, sur la mobilisation des travailleurs et sur l'ensemble des mouvements sociaux. Avec la fin du Programme commun de gouvernement, c'est la perspective politique centrale qui, pour un temps, disparaît.*



### POURSUITE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Ce vide politique à gauche laisse un répit inespéré à la bourgeoisie. Mais il faut souligner que la victoire électorale de la bourgeoisie est en contradiction avec l'évolution des rapports de forces sociaux dans le pays. En premier lieu, la bourgeoisie reste aux prises avec tous les problèmes posés par la crise économique mondiale qui continue d'exacerber la concurrence inter-impérialiste et la contraint à poursuivre sa politique d'austérité anti-ouvrière. La relance, partielle, de la production se fera au prix de la liquidation des secteurs d'arrière-garde et d'une restructuration de l'appareil de production qui vont accroître le chômage. Après la sidérurgie, le textile et la construction navale sont frappés. Le nombre des jeunes qui arrivent sur le marché du travail dépasse de 300.000 celui des classes qui partent à la retraite : c'est donc vers 2.000.000 de chômeurs que l'on s'achemine. Le patronat ne veut céder ni sur un relèvement substantiel du SMIC, ni sur une diminution du nombre annuel d'heures de travail, même s'il accepte la cinquième semaine

de congés payés et une augmentation sectorielle des salaires.

Ces faibles marges de manœuvre de la bourgeoisie française sont, par ailleurs, à la merci de la concurrence inter-capitaliste. Elles seraient réduites à néant si, demain, la guerre économique qui fait rage, à l'heure actuelle, surtout entre les États-Unis et le



### LA CRISE DE DIRECTION AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

Enfin, malgré sa « divine surprise » du second tour, malgré une majorité parlementaire confortable acquise grâce à un système électoral unique (1 % d'écart en voix se traduisant par un écart d'une centaine de députés), la bourgeoisie n'a en rien résolu sa crise de direction politique. Au contraire, celle-ci s'est même aggravée, avec l'exacerbation de la rivalité entre l'UDF et le RPR. Pour l'heure, Giscard ne dis-

pose pas encore du grand parti libéral qui lui permettrait d'asseoir son projet de régime présidentiel. La transformation de l'UDF de coalition électorale et de fédération parlementaire en parti bourgeois bien implanté se heurtera à des réticences aussi bien dans le PR que dans le CDS. Mais surtout, Giscard doit encore compter avec un RPR qui est resté la première force de la majorité parlementaire, même si la ba-

Japon, venait à frapper l'Europe avec la même violence. En outre, dans la crise organique du système capitaliste qui touche l'ensemble des rapports sociaux, la bourgeoisie reste incapable d'endiguer l'érosion de sa base sociale et de résoudre les problèmes inhérents au capitalisme contemporain : décentralisation et respect des droits des minorités nationales, problèmes de l'environnement et instauration d'un équilibre écologique, réforme du système d'enseignement, statut social des femmes et de la jeunesse, droit des minorités sexuelles, crise des institutions (armée, justice...).

taille pour la présidence de l'Assemblée nationale a fait montre de dissensions en son sein. L'outil forgé par Giscard est donc bien fragile. L'UDF n'est socialement pas une formation centriste. Sa base sociale est la même que celle du RPR. Elle est la vieille droite libérale parlementaire, longtemps illustrée par Pinay, qui s'est aggloméré les débris du radicalisme et quelques têtes du conservatisme chrétien. Elle ne peut se présenter comme centriste qu'en rapport à son orientation politique qui vise à l'intégration des modérés de la gauche non communiste dans la majorité.

Le projet de « gouverner au centre », sur la base d'une alliance entre l'UDF et le PS, qui rejetterait les gaullistes dans le passé et le PC dans un ghetto politique, n'a pratiquement aucune chance de réalisation dans le cadre actuel du rapport de forces entre les classes et de crise économique et sociale. Le PS ne peut répondre aux avances giscardiennes sans risquer l'éclatement et la perte de son audience dans la classe ouvrière, acquise par son alliance avec le PC. C'est pourquoi Chirac peut maintenir ouverte son orientation, tenir ses distances par rapport au gouvernement et se préparer pour les présidentielles de 1981. Mais, pour ce faire, l'homogénéité de son groupe devient une préoccu-

pation essentielle, car elle seule peut lui permettre de continuer à peser sur les équilibres au sein du régime. Les batailles sur la proportionnelle et sur les élec-

tions au Parlement européen constitueront des tests permettant de mesurer l'évolution du rapport de forces entre les deux grandes formations de la majorité.

là où les travailleurs peuvent exercer un contrôle direct sur leur marche. L'exemple de la grève des mineurs en 1963, qui fut le signal de la reprise des luttes après le coup d'État gaulliste du 13 mai 1958, doit nous faire réfléchir, sans aboutir à une simplification analogique.

Le rôle des syndicats, en l'absence de perspective politique centrale, s'en trouve d'autant plus renforcé.

La deuxième conséquence, c'est que les travailleurs vont s'efforcer de tirer le bilan et de comprendre les raisons de l'échec. Une période de réflexion s'ouvre dans la classe ouvrière et chez les militants. Ces interrogations traversent déjà largement les grands partis ouvriers, notamment le PC. D'ores et déjà, la grande leçon à tirer est que la seule unité des appareils ne peut suffire. L'unité doit être clairement anti-capitaliste et reposer sur une mobilisation extra-parlementaire, structurée de la base au sommet. En reconstituant dans les luttes leurs capacités d'initiatives, en formant des comités unitaires d'action à la base, les travailleurs avanceront vers la constitution d'un véritable front unique ouvrier, garantissant seul l'unité au sommet entre leurs organisations et constituant la seule voie propre à recréer une perspective politique d'ensemble, alternative au régime actuel.

loppement et l'avance du PS par rapport à lui.

Le résultat du premier tour a démontré sa réussite sur ce plan à l'encontre du PS, mais a aussi fait apparaître une perte du PC de 1 % sur 1973. Ce 1 % est d'autant plus significatif qu'il est perdu dans les secteurs de concentration urbaine où traditionnellement se concentre la base du PC.

Cela explique le fait que le PCF est entré dans une phase de déclin, due à l'impossibilité de sa part à répondre de manière cohérente à la montée du mouvement des masses sans voir remises en cause son hégémonie sur la classe ouvrière et son identité historique justifiant son existence autonome.

En effet, la logique centrifuge de l'éclatement du « mouvement communiste international », c'est-à-dire la désintégration du stalinisme comme système politique, pousse la direction du PCF dans son intégration croissante à la société bourgeoise et son État, c'est-à-dire à se comporter de plus en plus comme une direction social-démocrate, candidat à la gestion des affaires de la bourgeoisie en période de crise, en s'appuyant sur la confiance que lui accordent les masses.

Mais cette évolution politique logique à la réalité nationale particulière de la France, de la même façon que l'évolution « eurocommuniste » s'exprime de façon différenciée pour le PCI ou le PCE. Ainsi, cette évolution, saisissante dans ses conséquences politiques et organisationnelles pour le PCI et le PCE (amenant ce dernier au bord de « l'éclatement »), est brutalement freinée en France par la reconstruction du PS, par la croissance de la CFDT et, par ailleurs, de l'extrême-gauche.

A la différence de l'Italie, le PS occupe une grande partie de l'espace politique que le PCF aurait pu utiliser pour son évolution « eurocommuniste ». Car en France, comme nous l'avons souvent souligné, il n'y a pas de place pour deux stratégies réformistes défendues par deux partis concurrents.

Si le PCF a accepté, par sa rupture et sa polémique avec le PS, de prendre le risque d'apparaître face aux masses



## LES TRAVAILLEURS FACE A L'ÉCHEC

Les travailleurs ont ressenti durement l'échec. Bien que les partis ouvriers aient été majoritaires au premier tour par rapport à la droite, bien qu'ils aient dépassé les 49 % au second tour, ils n'ont pas emporté la victoire. Cet échec est le fruit de la division entretenue par les directions du PC et du PS. Plus particulièrement, les travailleurs subissent à froid l'échec sciemment recherché par la direction du PCF.

Ayant pris appui sur le « programme commun de gouvernement », la dynamique unitaire s'est brisée irréversiblement après le 23 septembre 1977 lorsque la polémique du PC à l'égard du PS s'est développée inlassablement avec des creux et des pointes jusqu'au tout dernier moment.

Cette polémique n'a jamais eu comme objectif de redresser un cours droitier survenu brusquement dans le PS. Le cours droitier, les intentions réelles du PS se sont exprimées bien avant 1977. Elles étaient annoncées déjà ouvertement en 1975 lors de la rencontre des dirigeants du PS au château de Souillac, et encore plus nettement lors du Congrès de Nantes. C'est en s'appuyant sur les bases conciliatrices du « Programme commun » et sur l'orientation carrément droitier de la campagne présidentielle de Mitterrand, soutenue sans sourciller par G. Marchais et le PC, que le PS s'est progressivement complu à préparer la « gestion de la crise ». Tout en se comportant toujours, il faut l'ajouter, comme le PS le plus à gauche de l'Europe.

Ce cours ne pouvait être stoppé par une dénonciation verbale, sectaire comme l'a fait le PC. Rappeler comme Charles Fiterman ou Arlette Laguiller que la social-démocratie est la social-démocratie

et donc qu'elle est attirée congénitalement à droite, ne fournit aucune arme pour s'opposer à sa politique.

Seule la dynamique du mouvement des masses plongeant au sein de la base sociale du PS peut transformer les rapports entre l'avant-garde des travailleurs et les appareils réformistes.

Les cours droitiers et les manœuvres d'appareils ne peuvent être contrebalancés que par la puissance, la profondeur du mouvement des masses et l'organisation démocratique à la base, structurée et fédérée.

Cela, le « Programme commun » et sa stratégie électorale y tournent le dos. Parmi les travailleurs, la défaite électorale aura deux conséquences :

Tout d'abord, un tassement des luttes dans l'immédiat et le repli sur des luttes défensives, qui prendront un caractère partiel. Des luttes surgiront sur la base des particularités, de la localité, etc.,



## LA POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE CONTESTÉE

Le PC ne peut sincèrement prétendre avoir voulu défendre les intérêts des travailleurs. Ayant accepté le « Programme commun » et renoncé à la mobilisation des travailleurs et à leur organisation, il ne pouvait plus devenir le moteur de l'union. Mieux, il s'est au cours des mois écoulés vanté à maintes reprises du caractère « raisonnable » de sa politique. (Marchais devant les patrons excipant du fait que ce n'est pas dans le programme du PC qu'on trouve la « phrase » invitant les travailleurs à demander la nationalisation de leurs entreprises).

Son 22ème Congrès, défiant une nouvelle fois les mœurs démocratiques du mouvement socialiste, a rejeté sans débat la « dictature du prolétariat » et pris son ancienne sur « l'Union du peuple de France » réduisant la domination de la classe bourgeoise à une poignée de gros patrons.

L'accord du 13 mars destiné à recoller les morceaux, en-deçà des accords antérieurs, est venu confirmer notre analyse : il n'y avait pas de divergences qualitatives entre le PC et le PS. La polémique pernicieuse déclenchée par le PC visait à freiner le déve-

comme le responsable principal de la défaite, c'est parce que :

a) le PC a signé le programme commun dans une période de croissance capitaliste. Il pouvait espérer venir au gouvernement dans un climat de stabilité sociale pour y appliquer une politique réformiste où son allié social-démocrate aurait su l'y aider. Dans l'état de crise du capitalisme où seules les solutions révolutionnaires peuvent satisfaire les aspirations très profondes des travailleurs, cela était trop dangereux. Il a tiré la leçon du Chili à sa manière. Pour ne pas être contraint de subir une défaite à chaud, mieux vaut organiser une défaite à froid et ainsi éviter une mobilisation révolutionnaire des travailleurs.

La barre des 51 % n'étant pas suffisante pour gouverner selon l'affirmation de nombre de dirigeants du PCF, pour la hisser au-dessus, il faut soit un accord général avec la bourgeoisie (voir le PCI ou le PCE), soit une mobilisation révolutionnaire avec toutes ses conséquences. La direction du PC a bien œuvré pour maintenir les choses en état, faute de pouvoir appliquer la première et dans la peur de l'autre.

b) Le maintien de la ligne de l'Union de la Gauche renforçait d'abord le Parti Socialiste car celui-ci correspondait davantage à certaines aspirations démocratiques et modernistes de couches nouvelles, plus ou moins prolétariées, était libre de l'hypothèque stalinienne et était plus crédible pour la bourgeoisie.

Mais dans cette rupture, le PCF n'a eu à proposer aucune alternative stratégique et a dû justifier son attitude par un discours sectaire et démagogique, en réalité tout à fait creux du point de vue programmatique.

Pour ce parti la période qui s'ouvre est marquée par une impasse : il n'a pas de stratégie alternative à celle d'une alliance bon an mal an avec le PS, toute perspective d'« Union du peuple de France » avec des forces bourgeoises ne pouvant passer par-dessus la tête de ce dernier et étant très réduite de par la polarisation des forces sociales en présence.

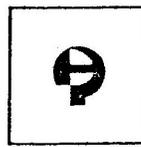
Donc :

— ou bien il reprend la li-

gne du 22ème Congrès et le problème de sa différenciation d'avec le PS se reposera dans toute son acuité ; car désormais le PCF ne fait plus de sa référence et de son soutien à l'URSS son élément programmatique dis-

tinctif fondamental.

— ou bien le PCF maintient la ligne des six derniers mois, mais incapable de proposer une alternative de mobilisation de larges masses, il est condamné à un repliement sectaire et à une minorisation.



## UNE CRISE GLOBALE

La crise qui s'est ouverte dans le PCF au lendemain du deuxième tour, et que nous avons pronostiquée, constitue un **tournant historique** de ce parti dans la mesure où il ne s'agit plus d'une divergence partielle, de nature idéologique, et ne touchant qu'un secteur particulier et que l'on peut ainsi réduire bureaucratiquement tout en faisant jouer la fibre de la « défense de l'URSS, patrie du socialisme », mais bien d'une **crise globale, allant de la base au sommet et portant sur le rôle, la finalité, l'avenir du parti.**

Cette combinaison d'une crise d'orientation au sommet avec une fronde militante dans l'appareil et à la base constitue un fait sans précédent et rend la crise actuelle sans commune mesure avec les crises précédentes (1956, par exemple). Le silence de la direction du parti sur les problèmes soulevés (se contentant de répéter que le PS est responsable et refusant les tribunes de l'**Huma**) est sans doute un calcul qui vise à laisser les bouches s'ouvrir pour repérer les opposants, les circonscrire et les paralyser. Mais plus fondamentalement, il exprime l'absence d'orientation déterminée et l'interrogation de la direction, qui attend pour jauger les rapports de force. Au-delà des supputations sur tel ou tel individu, il est clair maintenant que les tensions dans l'appareil vont s'exacerber.

La question essentielle est de savoir si les opposants ont les moyens de peser dans cette situation.

De ce point de vue, il est nécessaire de distinguer deux aspects :

1 — La combinaison de plusieurs types de critiques constitue un terrain très riche de

réflexion dans le parti.

a) la remise en cause du fonctionnement bureaucratique et l'exigence d'un débat démocratique ;

b) des questions qui touchent à l'unité ouvrière comme celle des comités de base ;

c) des questions touchant au programme lui-même, par la remise en cause du caractère « ouvriériste » et « misérabiliste » de la campagne ;

d) enfin la poursuite du débat sur la nature de l'URSS et des liens que doit entretenir avec elle le PCF.

2 — Le fait que les opposants regroupent aujourd'hui des courants très différents, de réflexion inégale, et surtout de logique différente :

a) ceux qui comme Jean Rony ou Jean Ellenstein, qui ont pris l'offensive à des degrés divers après le 19 mars, veulent pousser davantage l'évolution entreprise au 22e Congrès, quitte à poser à terme le problème de la fusion PC-PS à la manière de Santiago Carrillo.

b) ceux qui remettent en cause à la fois le cours sectaire et certains aspects du 22e Congrès comme l'abandon de la dictature du prolétariat : il faut y distinguer le groupe des intellectuels Althusser-Balibar, sans grande influence en dehors de l'UEC et incapable de fournir une alternative politique en-dehors de considérations théoriques ab-

straites ; certains stalinien nostalgiques, qui prônent un retour au passé ; et enfin certains éléments qui malgré de nombreuses illusions sur le « parti des travailleurs » (et c'est bien logique) constituent de véritables courants gauches.

Pour le moment, aucun de ces courants, excepté le courant « eurocommuniste avancé » (Rony-Ellenstein, etc.) n'a d'orientation claire et n'est capable de fournir seul une véritable alternative, d'autant plus qu'aucun n'apparaît lié à une pratique de masse significative, notamment syndicale, élément décisif pour conduire à une crise majeure, de transformation ou d'éclatement.

De ce dernier point de vue, ce qui sera décisif, c'est l'existence à l'extérieur d'un courant marxiste-révolutionnaire conséquent qui pourra cristalliser un certain nombre d'éléments oppositionnels et leur donner une orientation cohérente, ce qui implique l'analyse du phénomène bureaucratique en URSS et la compréhension du phénomène de la bureaucratie ouvrière dans les partis ouvriers de masse.

Au total, le PCF est entré dans une nouvelle phase de son évolution, marquée par un déclin et des phénomènes de différenciation accélérés en son sein qui poseront toutes les questions, y compris celle des liens avec Moscou, qui n'ont jamais été totalement rompus mais qui ne sont plus déterminants. Il est impossible encore de savoir si les tensions pourront se résorber par une transformation en profondeur ou par des éclatements, mais en tout état de cause, la question de l'évolution du PCF redevient une question centrale, théorique et **pratique** dans la tactique de construction d'une organisation marxiste-révolutionnaire cherchant une sérieuse base de masse.



## LE PARTI SOCIALISTE : FAIBLE BASE MILITANTE, FORT IMPACT ÉLECTORAL

Le PS victime de la polémique du PC s'en est longtemps parfaitement accommodé. Il a joué aussi la désunion de la

classe ouvrière flirtant de plus en plus avec l'idée d'un gouvernement socialiste homogène. Enterrant rapidement

les forces vives du PC, il ambitionnait de gagner la grande masse des électeurs modérés en les garantissant contre celui-ci, contre les capacités de débordement de sa base et contre son emprise éventuelle sur l'appareil d'État (Mitterrand déclarant au **Monde** que les socialistes sauraient faire respecter la légalité) ; il se voulait le parti aux meilleures solutions technocratiques. Le voilà à l'heure des bilans. L'abandon du « Programme commun » qui n'a plus de sens dans la perspective de 1981/1983 va dans le sens de la remise en cause de l'Union. Dans ses rangs, la bataille de clans va redoubler. La tendance Rocard, sous le couvert d'une redéfinition du projet socialiste, va favoriser la montée du projet travailliste de son chef de file, avec la volonté de récupérer les mouvements sociaux (femmes, écologistes...) et l'auto-gestion en l'émasculant sous une politique mutualiste et co-gestionnaire en définitive.

Le CERES mène, au sein du PS, une lutte pour le maintien de l'alliance avec le PCF autour d'un programme commun, tout en recherchant une alternative rejetant aussi bien le stalinisme que la social-démocratie. Mais, d'une part, son orientation le maintient, dans l'immédiat, dans une certaine dépendance vis-à-vis du PC et, par ailleurs, ses compromissions antérieures face à la direction du PS le mettent dans une position difficile pour mener la bataille dans ce parti et pour conserver sa propre base. Mitterrand va encore pendant un certain temps, rester indispensable à la direction du PS, même si les yeux tournés vers 1981, les ambitions des candidats aux présidentielles, se développeront au sein du PS. La politique d'union de la gauche, en se maintenant, se réduira à des accords limités, et c'est l'affirmation de la force autonome du PS qui sera mise en avant.

tuer le programme commun aujourd'hui caduc — la recherche d'un dialogue avec le pouvoir et le délai d'application en particulier pour le SMIC formulés par Maire, le réalisme dont la CFDT entend faire preuve, montrent l'ampleur du tournant effectué.

La CGT qui entendait obtenir un Grenelle à froid, sans mobilisation préalable... et pour cause, est déjà mise en échec. En définitive, la reprise de négociations à l'échelle des branches, telle que la formule FO, est la seule voie offerte par les patrons.

L'adaptation des syndicats au développement inégal des différentes branches industrielles ne pourrait agir que comme facteur objectif de division des travailleurs entre eux.

. Un SMIC, base de la hiérarchie valable pour toutes les branches professionnelles,

. La réduction de la hiérarchie par conclusion des grilles uniques,

. Le refus absolu des inégalités qui voient des ouvriers de même catégorie gagner du simple au double suivant qu'ils travaillent dans une grande ou une petite entreprise, en province ou en région parisienne,

. La réduction massive du temps de travail à 35 heures pour tous,

. L'exigence de l'unité d'action pour préserver l'essentiel des forces unies des travailleurs et l'unité syndicale elle-même,

restent la base d'activité des éléments militants d'avant-garde au sein des syndicats.



### L'ATTITUDE DU MOUVEMENT SYNDICAL ET LES PROBLEMES QUI SE POSENT AUX TRAVAILLEURS

La politique d'ouverture « sociale » n'aura guère duré. Après les plans Barre I et II, nous aurons le plan Barre III. Les patrons veulent la liberté des prix « pour reconstituer leurs marges ». Dans le cadre d'un nombre d'heures de travail annuel quasiment inchangé, d'un aménagement des horaires de travail (5ème semaine, horaire hebdomadaire, nombre de jours fériés chômés, etc.). Pratiquement ils viennent d'obtenir la légalisation par le Conseil constitutionnel de la contre-visite médicale, moyen évident de lutter contre l'absentéisme.

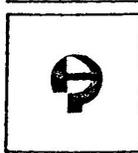
L'augmentation du chômage qu'ils prévoient, la prolongation de la prise en charge par les pouvoirs publics des charges sociales des jeunes embauchés, la majoration des cotisations de chômage, etc. —, montrent bien dans quel sens vont leurs préoccupations.

La grande faiblesse de la politique des patrons en matière de politique contractuelle provenait de l'hostilité déclarée de la CGT et de la CFDT.

La nouvelle conjoncture (défaite de la gauche aux législatives, échecs renouvelés de la CGT aux élections professionnelles, la rupture de fait entre CGT et CFDT...) lui fait entrevoir d'autres perspectives : c'est-à-dire la reprise de la politique contractuelle sur de nouvelles bases. D'où ses reprises de projet sur la réforme de l'entreprise, l'intéressement et l'actionnariat.

A la sauce française, la bourgeoisie, comme en Angleterre, Allemagne, Italie, Espagne, etc., a besoin de neutraliser ou associer à sa politique une partie du mouvement ouvrier suffisamment représentative pour assurer la gestion de la crise et le redéploiement de l'industrie. La mobilité de l'emploi (professionnelle et géographique), les licenciements, la remise en cause des avantages acquis, restent plus que jamais à l'ordre du jour. Jeunes, femmes, immigrés en seront les victimes les plus exposées.

L'abandon d'un programme global par les confédérations — comme pouvait le consti-



### L'UNITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

Les militants révolutionnaires vont jouer un rôle irremplaçable dans la prochaine période pour aider les travailleurs à faire le compte et à se réorienter. Les résultats qu'ils ont obtenu sont en léger recul, mais ils témoignent du maintien d'un électoralat d'une influence d'extrême-gauche sensible (près d'un million de voix) malgré son extrême division.

Le Front autogestionnaire-PSU n'a fait qu'un tiers de l'ensemble de l'extrême-gauche sur le plan national. Ceci est un recul net pour le PSU. Quelque base de calcul électoral que l'on prenne, lorsque celui-ci s'est présenté indépendamment des partis réformistes, il a toujours totalisé un nombre de voix supérieur à celui de l'extrême-gauche. Mais il s'est tout de même maintenu en tablant sur deux thèmes très proches : l'autogestion et l'écologie, et sur l'appartenance à la gauche : « gauche différente », là où il s'est présenté.

Lutte Ouvrière, groupe sectaire et sans autres perspective que d'être le nouveau parti dirigeant de la classe ouvrière, parvient à imposer sa présence militante avec 1,7 % sur le plan national (la moi-

tié de l'extrême-gauche). Il ne faut pas s'arrêter à ce seul aspect. Cette campagne, qui a mobilisé toutes les forces vives de l'organisation, s'achève sur un échec : ces camarades semblaient en effet assurés qu'Arlette Laguiller au moins, autour de laquelle ils n'avaient pas hésité à faire une campagne particulièrement personnalisée, faisant passer la position politique sous la table, n'avançant que l'idée du « scandale à la Chambre », obtiendrait les 12,5 % décisifs pour se maintenir au second tour et bénéficierait du désistement des partis de gauche. Leur résultat, voisins de ceux des autres listes d'extrême-gauche, et en retrait sur leurs propres résultats de 1973, serait donc plutôt de nature à porter ce groupe à la réflexion et à la remise en cause de certaines orientations et méthodes. Mais ses évolutions sont très lentes...

L'OCI ne présentait pas de candidat et se contentait de faire campagne pour le vote PC-PS au premier tour et le désistement du PCF au second, et ce d'une manière qui justifiait à l'extrême les positions social-démocrates dans la querelle. Toutefois, des éléments nouveaux apparaissent à l'analyse de cette

organisation qui tend à devenir moins imperméable aux coups du mouvement social. Contrairement aux apparences, nos positions pourraient même peser sur l'évolution de ce groupe qui, si elle se produit réellement, ne se fera point sans rupture profonde avec une tradition lambertiste dont les possibilités de renouveau sont limitées.

Nous espérons mieux — non sur le plan électoral où nous étions sans illusion — de l'écho unitaire de l'accord « PLS-LPT ».

L'orientation d'« unité des révolutionnaires pour l'unité ouvrière », qu'avait matérialisée la Lettre Ouverte de juin 1977 aux organisations d'extrême-gauche et au PSU, n'a pu s'appliquer que de manière très limitée. L'accord finalement réalisé, en bonne partie grâce à notre pression, mais très tard, et uniquement en vue immédiate des échéances électorales, pouvait toutefois constituer par son caractère politiquement plus avancé que celui des municipales de 1977, une base d'application d'une campagne unitaire, plus large que les seules organisations et par là même confrontée plus concrètement à la nécessité d'une politique de front unique entre révolutionnaires.

Malheureusement, cet accord eut deux limites : la partie la plus avancée de notre explication politique immédiate — question du gouvernement et du désistement — ne pouvait en réalité figurer dans ce texte, ce qui lui enlevait une partie de son caractère d'outil pour l'intervention. Mais aucun accord n'aurait pu être réalisé, excepté avec la seule LCR, sur cette base — ceci en réduisait l'impact militant, d'autant que la LCR s'opposait par principe à un accord à deux.

Mais cette première limite pouvait être compensée par notre propre intervention autonome et surtout par notre intervention au sein du cadre unitaire.

La seconde faiblesse — et la principale de cet accord — c'est qu'il impliquait, pour avoir quelque effet positif (dans la recombinaison de la gauche révolutionnaire comme dans l'apparition d'une alternative à la politique de collaboration de classe) qu'existe un cadre unitaire —

à la base tout au moins — permettant de réaliser quelques démonstrations, de créer une dynamique autour de quelques thèmes essentiels à contenu autogestionnaire, tels : les conseils d'ateliers, la gestion ouvrière des entreprises nationalisées, le temps de travail, la finalité de celui-ci, la hiérarchie, le genre de vie. La conception même de l'accord ne pouvait correspondre à un récitatif propagandiste, elle devait être celle d'une plate-forme d'action.

En fait, l'accord fut réduit par la LCR à « **une base politique de répartition des circonscriptions** ». A partir de là, peu de démonstrations restaient possibles, l'élément dynamique était délibérément brisé par la direction de la LCR, de crainte de pouvoir contrôler son évolution — surtout en cas de victoire des partis ouvriers.

On ne peut illustrer mieux la ligne sectaire suivie par cette organisation dans ce cadre que par deux exemples : le refus de comités de campagne capables de prendre des initiatives autonomes, l'opposition aux candidatures de soldats se plaçant spécifiquement et explicitement sur le terrain de la démocratie à l'armée. Ceci démontre beaucoup mieux que de nombreuses thèses que son nouveau cours favorable aux mouvements autonomes de femmes, au syndicat de soldats, n'est qu'opportunisme, qu'il n'implique aucune réflexion nouvelle sur l'élargissement de la politique à d'autres forces et structures que les partis armés d'un programme pour le pouvoir d'État.

L'OCT, co-participant de « PLS-LPT » a connu dès le début de la campagne un éclatement qui s'est soldé par le départ d'au moins la moitié de ses militants qui n'ont pas trouvé la force politique de constituer un nouveau groupe, signe particulièrement inquiétant et démonstratif des manques de base programmatique et principielle : tant de la fusion OCR-OC-GOP que de la constitution de Révolution en 1971.

La défaire parlementaire de la gauche aura également des effets sur les différents mouvements sociaux (armée, écologie, minorités nationales, jeunes, femmes, homose-

xuels...).

La pression électorale de la gauche pesait, certes, comme facteur de relativisation des luttes menées par ces mouvements. Cependant, la perspective d'une victoire de la gauche ouvrait pour ces mouvements des possibilités d'action élargies et de jonction autour des structures de base des travailleurs.

Aujourd'hui, cette perspective de jonction dans une période de montée s'estompée, pour un temps. Chacun de ces mouvements se trouve confronté, désormais, aux problèmes posés sur son terrain spécifique. La faculté de résister aux attaques du pouvoir et de se confronter à l'appareil d'État dépendra, pour une bonne part, de l'expérience antérieure propre à chaque mouvement et des liens — plus ou moins solides — déjà noués avec le

mouvement ouvrier.

Il est probable qu'apparaissent plus largement (dans la jeunesse, dans le mouvement des femmes et dans le mouvement homosexuel notamment) des courants ultra-gauches, tournant le dos à la recherche patiente du soutien des travailleurs et de leurs organisations. Mais, dans le même temps, certains éléments verront plus clairement la nécessité de mener bataille pour la prise en charge de leurs revendications par le mouvement des travailleurs. C'est autour du socle de l'unité ouvrière et non plus des fausses espérances suscitées par le défunt Programme commun, que pourront se développer d'amples batailles sur un programme anti-capitaliste conséquent. Telle est la perspective que nos militants défendront dans chaque mouvement.



## RENFORCER NOS FORCES POUR L'AUTOGESTION

Les CCA ont fait plus qu'il était possible de faire a priori, sortant de la crise des 7 et 8 mai et des pertes enregistrées depuis lors. La participation à la campagne a nettement amorcé le redressement et conforté l'organisation dans la ligne politique du Congrès constitutif. A Bordeaux, à Besançon, à Lyon, nous relevons la moyenne nationale de « PLS-LPT ». Le défaut principal de notre campagne a été d'être restée propagandiste, sans parvenir à animer des actions ponctuelles significatives capables de polariser le débat politique sur les thèmes du gouvernement PC-PS, du front unique ouvrier, des désistements sans conditions entre partis ouvriers, et de l'autogestion, et de développer à partir de là l'action. Elle est, compte tenu des conditions et de nos moyens de départ, une réussite politique. D'autant que si nos positions n'ont pas toujours eu l'écho pratique immédiat que nous espérons, elles gardent un écho profond plus large qu'il n'y paraissait à première vue.

Notre orientation « unité des révolutionnaires pour l'unité

ouvrière » reste d'actualité pour préparer les échéances politiques qui ne manqueront pas d'intervenir dans les prochains mois lorsque reprendra nettement la montée du mouvement social. Cette période de débat doit être mise à profit pour imposer des clarifications au sein de l'extrême-gauche.

Deux principes majeurs doivent guider notre politique en la matière :

— il reste illusoire de prétendre, seuls, conquérir une influence de masse dans la classe ouvrière qui nous permette d'imposer aux appareils du PC et du PS l'unité ouvrière de la base au sommet. Nous ne pouvons prétendre être le « noyau ». Nous devons en tirer toutes les conséquences, c'est-à-dire que nous devons être bien conscients que sans unité des révolutionnaires, aucune force n'est capable de remporter la bataille pour l'unité ouvrière. La bataille pour l'unité ouvrière est donc indissociablement liée pour nous à la lutte pour l'unité des révolutionnaires.

— le seul axe qui puisse fonder l'unité des révolutionnaires qui doit être une unité

pour l'action et non pour la confrontation des divergences, est celui des besoins objectifs de la masse des couches traditionnelles et nouvelles qui forment le prolétariat aujourd'hui et de leurs réponses transitoires : unité ouvrière et autogestion.

Tout front des révolutionnaires réalisé sur la base du plus petit commun dénominateur à leur base sociale restreinte d'aujourd'hui ne saurait être, comme le FUR portugais, qu'un frein au développement d'une politique marxiste-révolutionnaire.

C'est donc autour des tâches définies par le programme de transition de notre

époque que nous devons à chaque fois, systématiquement et sans préalable vis-à-vis de quelque force que ce soit, y compris les groupes sectaires comme LO, l'OCI, tenter de réaliser l'unité révolutionnaire.

Vu la configuration actuelle du champ politique de l'extrême-gauche, il est fort peu vraisemblable qu'un quelconque front d'organisations voie le jour. La bataille pour l'unité révolutionnaire, pour l'unité ouvrière passera donc au niveau de chaque lutte, de chaque campagne dont nous serons partie prenante, comme l'est la lutte pour le front unique et l'autogestion.

tions qu'il faut prendre des initiatives, cristalliser un courant plus large.

L'unité d'action des révolutionnaires serait un facteur particulièrement positif. La concurrence d'une douzaine de groupes d'extrême-gauche, enfermés dans des querelles idéologiques, limite les possibilités d'action unie de l'aile radicale de la classe ouvrière. Cependant, c'est dans cette action commune — ces actions trouvant l'écho des masses — que la preuve des orientations divergentes peut s'effectuer, ainsi qu'un rapprochement de la théorie et de la pratique des groupes d'extrême-gauche.

locale, des comités pour l'unité des travailleurs et l'autogestion socialiste, avec les travailleuses, les travailleurs et les jeunes les plus sensibles aux nécessités actuelles, comités capables de jouer collectivement un rôle d'avant-garde.

A l'égard des comités autogestionnaires existants, tels La Croix-Rousse, Rouen, La Roche-sur-Yon, Pauillac, Toulouse, etc., nous devons proposer des actions concrètes et des débats. Les militants des CCA leur proposeront une orientation unitaire. Ils proposeront le développement de ces comités. Ils comprennent que dans la crise actuelle des partis ouvriers et de l'extrême-gauche, des structures politiquement incertaines, ces comités peuvent rassembler des militants qui ne choisissent pas sans expérience entre les divers groupes d'extrême-gauche.



## NOS TACHES

En cette période où la classe ouvrière et l'ensemble du mouvement social tirent le bilan des luttes écoulées, préparent les affrontements de la nouvelle phase de lutte, la tâche principale des marxistes révolutionnaires sera, en développant la politique de l'autogestion, de permettre la maturation de ce mouvement, l'émergence de nouvelles couches d'avant-garde.

Mais pour que notre orientation puisse s'exprimer, pour que nos idées puissent devenir force matérielle, il est décisif qu'existe une organisation d'avant-garde implantée, reconnue, structurée et capable de réaliser, même à une échelle limitée des démonstrations. C'est pourquoi la construction et le renforcement de l'organisation des communistes pour l'autogestion est une priorité pour les mois qui viennent.

Pour que ce renforcement se réalise, il est indispensable qu'existe et se renforce l'intégration systématique des militants communistes pour l'autogestion dans les structures de masse du mouvement social, et tout particulièrement dans les entreprises. C'est là une tâche fondamentale pour la défense conséquente d'une orientation marxiste révolutionnaire, qui dans la période qui s'ouvre impliquera trois combats : unité ouvrière, unité des révolutionnaires, recomposition

du mouvement des travailleurs.

1. Pour réaliser l'unité des travailleurs, l'accord entre le PS et le PC n'est plus une condition suffisante, il faut aussi des initiatives qui organisent l'unité à la base et poussent à l'unité au sommet. Cette unité doit se construire dans l'action pour des revendications sur le niveau de vie et le genre de vie. Cette unité exige la démocratie ouvrière la plus large, fondée sur les conseils d'atelier et de bureau et les assemblées générales. L'ensemble de ces nécessités ne peut être réalisé spontanément.

Pour l'unité des travailleurs, il est indispensable de mobiliser les militants radicalisés qui existent maintenant dans chaque entreprise, dans chaque branche. Dans certains cas ils sont majoritaires ou possèdent une forte influence. C'est à partir de ces posi-

2. Les tâches des CCA dans les prochains mois vont donc être :

a) de développer dans les entreprises et les autres lieux de luttes, les revendications, les formes de lutte, les formes d'organisation répondant aux aspirations des travailleurs à un autre genre de vie, au socialisme d'autogestion. Ils défendront l'unité des travailleurs à la base et au sommet, comme condition du succès.

b) chaque cellule des CCA cherchera l'action commune et le dialogue avec les militants du PC et du PS pour clarifier avec eux les raisons de l'échec et les orientations nécessaires aux succès de la classe ouvrière.

Un travail semblable sera entrepris à l'égard des militants syndicalistes pour contribuer à la construction d'un courant syndicaliste de gauche, sur la base des revendications des travailleurs, qui par son développement permettra l'existence d'une réelle tendance syndicale de masse.

c) chaque fois qu'il sera possible de dépasser le stade de la propagande, les CCA feront tout pour que se constituent, dans les formes et sous les noms adaptés à la situation

d) à l'égard des groupes d'extrême-gauche, une politique systématique d'unité d'action ponctuelle doit être menée, au niveau national et local. Elle doit s'intégrer à notre pratique d'action et d'unité. Il faut profiter de chaque circonstance favorable pour montrer que les groupes anti-unitaires se retrouveront isolés et transformés en sectes.

e) au travers de l'ensemble de ces initiatives, les CCA doivent se développer. Il faut donner à notre courant politique la possibilité d'animer les luttes de masse et démontrer pour des secteurs plus ou moins larges que le programme marxiste-révolutionnaire de notre époque intègre l'autogestion comme contenu du socialisme et des luttes anti-capitalistes.

C'est pourquoi, partout, les cellules des CCA impulseront des réunions régulières pour le débat et l'action commune des sympathisants, à des degrés divers, de notre politique.

